

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration

Séance du 24 mai 2022

Délibération n°3.2

Le 24 mai 2022, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 29

Membres représentés (procuration) : 5

Quorum : 19

Point 3 – Stratégie

**Délibération 3.2 – Demarche de partenariat de l'Institut Agro avec le futur Etablissement Public
Expérimental (EPE) Université de Rennes**

Visa :

Vu l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 ;

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment son article 9 ;

Exposé des motifs :

Depuis 2018, l'EHESP, l'ENSCR, l'ENS Rennes, Sciences Po Rennes, l'INSA Rennes, l'Université de Rennes 1 et l'Université Rennes 2 œuvrent à l'émergence d'une grande université de recherche et de formation à l'échelle de la métropole rennaise. L'ambition de la coordination territoriale UniR signée en 2021 était de renforcer les synergies entre les expertises complémentaires des universités, grandes écoles et organismes nationaux de recherche présents sur le site rennais au bénéfice de la reconnaissance internationale et de l'attractivité de l'Université de Rennes.

Ce projet se concrétise aujourd'hui avec la création d'un Établissement Public Expérimental (EPE) rennais prévue en janvier 2023. L'Institut Agro Rennes Angers, école de l'Institut Agro, souhaite s'y engager au moyen d'une convention de partenariat avec le futur EPE afin de poursuivre notamment les actions pilotées et coordonnées dans le cadre du Projet Université de Rennes.

De nombreuses synergies en matière d'appui à la recherche, à la formation et à l'internationalisation existent entre l'Institut Agro Rennes – Angers et les futurs établissements composantes et associés de l'EPE Université de Rennes, notamment via des projets labélisés ou déposés dans le cadre des Investissements d'Avenir, conformément à ce qui est précisé dans la lettre d'intention transmise aux chefs d'établissements engagés dans la construction de l'EPE rennais. Rejoindre cette dynamique permettra de consolider et d'approfondir les synergies existantes au profit de nouveaux projets de recherche-formation-innovation – au niveau Master et Doctorat notamment mais également dans les cursus ingénieurs –, sur les thématiques des transitions environnementales, avec une forte dimension européenne et internationale, grâce à l'appui de dispositifs d'appui tels que le Centre de mobilité internationale (CMI) de Rennes ou encore les actions prévues dans le cadre du projet ExcellencES IRIS-E focalisé sur la transition agro-écologique et dont l'Institut Agro est un partenaire clé.

L'Institut Agro entend participer pleinement et activement à la construction de l'EPE Université de Rennes dans le cadre d'une convention de partenariat.

Une fois les modalités d'association définies, cette convention entre l'EPE Université de Rennes et l'Institut Agro formalisera la collaboration entre les deux établissements et sera soumise pour avis aux instances compétentes et pour signature au conseil d'administration.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents ou représentés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 24 mai 2022, approuve la démarche de l'Institut Agro, d'engager les discussions avec le futur Etablissement Public Expérimental Université de Rennes pour l'élaboration d'une convention de partenariat, qui fera l'objet d'une présentation et d'un vote à un prochain conseil d'administration.

Fait à Paris, le 24 mai 2022

**Le Président du Conseil d'administration,
Dominique Chargé**

La présente délibération est classée au recueil des délibérations de l'établissement et est publiée sur le site internet de l'Institut Agro.
En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.